

Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction

Élise Palomares

▶ **To cite this version:**

Élise Palomares. Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction. Sociologie du Travail, 2016, pp.465-467. 10.1016/j.soctra.2016.09.011 . hal-01882976

HAL Id: hal-01882976

https://normandie-univ.hal.science/hal-01882976

Submitted on 16 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

la possibilité d'isoler une discipline appelée « économie » de la philosophie politique et morale, ainsi que des sciences sociales, qui est ici en débat. De ce point de vue, l'opposition ne s'établit pas vraiment entre calcul et morale, dans la mesure où le premier vise à accorder une assise « objective » à la seconde. C'est là que se situe la question primordiale : quand et pour quelles raisons le calcul devient-il un élément central de l'argumentaire économique et, plus encore, de l'usage politique de l'économie politique ? Dans quelle mesure le débat sur l'esclavage a-t-il contribué à ce tournant paradigmatique ?

Ces éléments sont indispensables pour répondre à une question centrale mais que les auteurs esquivent, à savoir l'impact de ce débat relatif à l'esclavage sur les politiques réellement adoptées. Au fond, les auteurs discutés ici n'ont jamais été au cœur d'un mouvement abolitionniste comparable à celui qui s'est développé à la même époque en Grande-Bretagne. Il faudrait comprendre pourquoi.

C. Oudin-Bastide et P. Steiner s'en prennent essentiellement à l'économie politique qui chercherait partout l'*homo oeconomicus* et qui serait par là même incapable de comprendre les motivations et l'insertion sociale des esclaves et ex-esclaves. Certes. Cependant ce débat, si central pour la sociologie économique de nos jours, oublie de préciser qu'aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, les hypothèses de rationalité économique relatives aux différences entre européens et esclaves africains s'appuyaient fortement sur l'argument « racial ». C'est ce dernier, plutôt que l'hypothèse de rationalité en tant que telle, qui est au cœur de l'analyse de l'époque.

Référence

Fogel, R., Engerman, S., 1974. Time on the Cross: The Economics of American Slavery. Norton, New York.

Alessandro Stanziani
Centre de recherches historiques (CRH), UMR 8558 EHESS et CNRS,
190, avenue de France, 75013 Paris, France
Adresse e-mail : alessandro.stanziani@ehess.fr

http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2016.09.011

Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction, A. Collet. La Découverte, Paris (2015). 256 pp.

Au terme d'une enquête sociologique menée entre 2005 et 2007, dans le cadre de sa thèse de doctorat, mobilisant données statistiques nationales et localisées, entretiens et observations dans le Bas-Montreuil à Montreuil et dans le quartier des Pentes de la Croix Rousse à Lyon, ainsi qu'une vaste revue de l'abondante littérature sur le sujet, Anaïs Collet affirme que la gentrification ne saurait être lue comme la résultante d'une stratégie de conquête cohérente d'un groupe social mobilisé. Elle montre que les processus de gentrification interviennent dans des contextes urbains singuliers ; ils apparaissent davantage comme la conjonction d'actions et de trajectoires contrastées, éparses, inachevées, semées de déconvenues et d'échecs, dans lesquelles les réseaux d'interconnaissance initiaux ou constitués sur place jouent néanmoins un rôle crucial. En combinant différents outils méthodologiques, cet ouvrage explore avec finesse les différentes facettes d'un phénomène complexe.

Par un processus d'extension contrainte hors de Paris, précisément disséqué et périodisé dans l'ouvrage, le Bas-Montreuil est ainsi devenu un lieu emblématique de « l'archipel » des lieux de référence où les « nouvelles classes moyennes supérieures » vivent, sortent, rendent visite à des

amis, militent et travaillent dans certains cas — archipel « qui donne une assise à leur groupe social et ancre leur existence dans des espaces identifiés » (p. 252).

À la Croix-Rousse et dans le Bas-Montreuil, l'auteure dresse des portraits des « pionniers » des années 1970 et 1980, baby-boomers journalistes, cinéastes, plasticiens, enseignants, cadres de la santé publique qui, au-delà de leur hétérogénéité, se définissent collectivement en rupture avec la (petite et grande) bourgeoisie traditionnelle. Parmi les gentrifieurs des années 1990 et 2000, qui se situent davantage dans une recherche d'affiliation avec les « nouvelles classes moyennes » qui les ont précédées, l'auteure distingue deux groupes : d'un côté, des cadres du public et du secteur associatif ; de l'autre, des professionnels de l'information, des arts et du spectacle. Ils sont davantage exposés à la précarité que leurs aînés. Le chapitre 2 est consacré aux héritages et aux recompositions complexes entre ces trois idéaux-types de gentrifieurs. Dans tous les cas, la mobilité sociale constitue l'enjeu de leurs trajectoires, qu'il s'agit « de prolonger ou de rétablir » en investissant (dans) ces quartiers populaires.

Avec beaucoup de justesse, le chapitre 3 décrit les conditions politiques, urbaines et sociales propices qu'offrent les anciennes banlieues rouges, et les ressources multidimensionnelles (réseau, temps, argent hérité, maîtrise des dispositifs administratifs, rapport aux normes, solidarités familiales et amicales, soutien d'élus locaux et d'agents immobiliers) pour réhabiliter, transformer et convertir des locaux industriels en logements. La gentrification apparaît finalement comme un « processus permettant de monnayer ailleurs que sur le marché du travail un capital culturel qui s'y est dévalorisé » (p. 255). Ces résultats justifient pleinement le sous-titre de l'ouvrage — les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction — dont le projet consiste à revisiter et prolonger une problématique héritée de la sociologie de Pierre Bourdieu avec les outils de la sociologie urbaine. Ainsi, dans le prolongement des actions des « convertisseurs », les chapitres 4 et 5 dessinent les contours de ce groupe social complexe et hétérogène qui s'invente — non sans tensions — « à la faveur du travail sur les lieux ».

Telle la sociologie urbaine saisie par M. Amiot dans les années 1980, le travail symbolique et militant des gentrifieurs sur les lieux se situe (tout) contre l'intervention des pouvoirs publics. Ainsi qu'A. Collet l'écrit en conclusion, ces actions éparses d'habitants n'en finissent pas moins par produire des classements institutionnels — tels que le classement en zone d'éducation prioritaire (ZEP) ou des inscriptions au patrimoine —, des formes matérielles — le « canut » lyonnais, les lofts, les quartiers transformés — et des effets de seuil et d'entraînement — dans le secteur immobilier de toute évidence, mais aussi à travers des changements d'équipe municipale. En somme, des « effets d'appropriation et de reclassement » considérables.

L'enquêtrice, le beau-père sociologue d'une enquêtée, l'auteure de ces lignes, le photographe montreuillois qui a pris le cliché illustrant la couverture de l'ouvrage sont parties prenantes de cet « archipel » de lieux de référence des nouvelles classes moyennes supérieures. Cela représente une difficulté particulière pour constituer le travail des gentrifieurs en objet sociologique, et un intérêt singulier pour effectuer un retour réflexif sur la discipline, ses productrices et ses producteurs. Dans cet ouvrage, la distanciation méthodique d'avec les images, les valeurs, les évidences, les réflexes de l'entre-soi est une constante, et s'accompagne d'une déconstruction systématique des emballements médiatiques. De la même façon, l'auteure évite prudemment les chausse-trappes de la dénonciation ou de l'ironie. Ses investigations débouchent néanmoins sur un triple constat critique : la première génération de gentrifieurs a déployé des actions sur le quartier, sur l'école et auprès des familles mal logées qui ont *in fine* principalement servi les intérêts des classes moyennes supérieures, tandis que nombreux sont ceux, parmi la deuxième génération de gentrifieurs, qui au contraire « assument l'homogénéité de leurs relations sociales comme une fatalité sociologique »

(p. 234) et optent pour l'évitement scolaire. Enfin, ces gentrifieurs qui ont modifié en profondeur leurs quartiers peuvent connaître ensuite le sentiment amer d'avoir « préparé le terrain » à l'arrivée d'autres groupes sociaux dominants.

De cette contribution remarquable à la sociologie des transformations concomitantes de la structure sociale et de la structure spatiale en France, on peut regretter néanmoins qu'aux côtés de celui de Pierre Bourdieu, l'héritage de Colette Guillaumin soit si peu mobilisé (dettes critiques incluses), soit la sociologie des rapports de genre et des rapports ethniques, qui apparaissent comme les deux grands absents-présents de l'ouvrage. La question « raciale » et son imbrication étroite avec la question sociale restent hors-champ, alors qu'elles se posent de façon singulière dans ce département de la Seine-Saint-Denis où se sont concentrés migrants et emplois industriels tout au long du siècle de l'industrialisation. Dans l'enquête que j'ai moi-même menée entre 1999 et 2002, le Bas-Montreuil était pourtant considéré comme un « sas d'entrée » des immigrés dans la ville, et la conception ethnicisée du « problème public à traiter » traversait tout le projet de réhabilitation du quartier emmené par les pouvoirs publics locaux et les associations locales. Le caractère mouvant des projets artistiques qui se tissent au gré des relations et des rencontres et participent d'un « district industrieux » fragile, décrit par l'auteure, a une dimension genrée structurante. Il en va de même quand il s'agit de rénover sa maison, d'y faire faire des travaux par des ouvriers non déclarés, de la décorer, d'y accueillir les autres, de contourner la réglementation, de faire garder ses enfants à domicile ou de s'engager dans des activités militantes auprès des *autres* habitants.

Cet ouvrage engage à approfondir les approches intersectionnelles des rapports sociaux en sociologie urbaine. Dans cette perspective, sans doute serait-il heuristique de redéfinir la catégorie de gentrifieur, entendue par l'auteure comme *une position dans la structure sociale et un rôle dans la ville*, en y incorporant l'emprise des rapports ethniques et de genre. Un tel choix transformerait singulièrement l'analyse du processus de gentrification et de ses conséquences sur la dynamique de (dé)ségrégation urbaine et, au-delà, la définition et l'analyse même de l'évolution des nouvelles classes moyennes supérieures dans nos sociétés pluriethniques.

Élise Palomares
Dynamiques sociales et langagières (DySoLa), Université de Rouen, Normandie, 1, rue Lavoisier, 76821 Mont-Saint-Aignan Cedex, France
Adresse e-mail : elise.palomares@univ-rouen.fr

http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2016.09.010

Tous propriétaires ! L'envers du décor pavillonnaire, A. Lambert. Le Seuil, Paris (2015). 278 pp.

Le rêve de voir l'ouvrier propriétaire est récurrent dans l'histoire des politiques du logement, des réformistes sociaux du XIX^e^ siècle aux classes dirigeantes contemporaines. Ces cinquante dernières années, cette alternative à la prise en charge collective des besoins sociaux de logement a suscité de nombreuses recherches sur les politiques publiques d'accession à la propriété, l'appropriation des espaces habités et l'effort financier des ménages, leur localisation (Haumont et al., 1966 ; Cuturello et al., 1982 ; Bourdieu et Christin, 1990 ; Berger, 2005). Plus récemment, l'ouvrage collectif sur la France des « petits-moyens » a montré comment le pavillonnaire de banlieue, après avoir accueilli les cadres, puis les couches moyennes, se trouve aux prises aujourd'hui avec un peuplement populaire (Cartier et al., 2008).